



ÇA NE PEUT PLUS DURER !

Il y a un an, le 29 mai, les Français disaient majoritairement NON à la Constitution européenne pour défendre, entre autres, les services publics. Le patronat, le gouvernement et le Conseil européen, peu soucieux du vote des Français, n'ont toujours qu'une seule obsession : la libre concurrence et la productivité. Dans un tel contexte, l'hôpital public est menacé. L'action commune des usagers et des personnels est plus que jamais indispensable.

Le NON des Français, celui des Danois, les réticences exprimées dans des pays interdits de référendum ont stoppé momentanément les directives européennes sur la mise à mal des services publics et des garanties sociales. Néanmoins, la démocratie et le respect de l'expression populaire n'étant pas le point fort du grand patronat et des gouvernements à sa solde, ceux-ci reviennent à la charge avec quelques priorités : « réforme des



retraites, du secteur de la santé et du marché du travail – majoration de l'âge effectif pour le droit à la retraite – accroissement de la productivité du travail – intensification de la productivité du travail – intensification d'une véritable concurrence dans les services... »

L'hôpital est également au cœur de ces menaces antisociales et certains, en France, n'hésitent plus à déclarer : « *Il n'y a pas d'autres solutions que d'abolir le statut public de l'hôpital pour lui permettre cette adaptation au monde moderne du management qui lui fait tant défaut* » !

Outre ce gouvernement de droite, les socialistes sont également responsables de ce gâchis, et les déceptions engendrées par le gouvernement Jospin dans la période 1997-2002 ont laissé des traces profondes chez les blouses blanches. Déficit de moyens financiers, réforme du financement aggravant les problèmes au lieu de les alléger, pénurie de personnel engendrant des cadences infernales... ces quatre dernières années, la droite au pouvoir n'a fait qu'aiguiser la crise.

C'est pourquoi, ensemble, personnels, usagers devront se mobiliser pour faire reculer la logique implacable et l'acharnement du gouvernement à détruire l'hôpital public et à transférer au privé l'ensemble des activités estimées « rentables ».

HOPITAL PUBLIC, LES COMMUNISTES AVEC LES PERSONNELS EN LUTTE

ENSEMBLE POUR DEFENDRE L'HOPITAL

Etranglé financièrement depuis plus de vingt ans par les politiques de maîtrise comptable, l'hôpital public n'a plus les moyens de répondre à ses missions. Les personnels se mobilisent, les communistes agissent avec eux car les plans de démantèlement, d'austérité se poursuivent.

PLAN « HOPITAL 2007 » = PRIVATISATION DE LA SANTE

L'objectif, avec ce plan, était d'ouvrir en grand la porte de tous les secteurs dits rentables aux grands groupes privés telle la Générale de santé (numéro un européen des hôpitaux privés) : aux cliniques privées les pathologies et les malades rentables ; à l'hôpital public, les maladies longues et coûteuses, les pauvres.

Dès 2004, les crédits alloués dans le cadre d'« Hôpital 2007 » l'ont été majoritairement aux restructurations privé-public. La tarification à l'activité qui avait été adoptée à l'Assemblée nationale dans le cadre de la loi de financement de la session 2004 organisait la concurrence public-privé. Seuls les députés communistes avaient voté contre.



Le gouvernement continue d'imposer la gestion libérale au sein de l'hôpital public alors que, bien au contraire, l'hôpital a besoin d'une nouvelle gestion démocratique associant médecins, personnels soignants, usagers, assurés sociaux, élus...

MARCHANDISATION ET PRIVATISATION

L'OMC (Organisation mondiale du commerce), l'AGCS (Accord général sur le commerce des services) exigent que la santé devienne une marchandise. Sous la pression du MEDEF, le gouvernement répond avec zèle à ces exigences. Casser tout le socle solidaire de notre société (retraites, services publics, protection sociale...) est son grand objectif. Dans la société qu'ils veulent, chacun doit adapter les solutions à ses revenus : pour se soigner correctement, il faut payer !

Les communistes refusent une telle société inhumaine. Les résistances s'organisent.

POUR DES ETATS GENERAUX DE LA SANTE

Les résistances, même si elles sont indispensables, ne suffisent pas. Il est urgent de construire avec les citoyens, les professionnels de santé, les militants syndicalistes, une perspective politique qui réponde aux besoins humains, une grande politique publique fondée sur une protection sociale solidaire. Les communistes mettent en débat des propositions immédiates pour contribuer à la construction de cette perspective :

→ **Des mesures immédiates pour l'hôpital** : retrait du plan « Hôpital 2007 », moratoire sur toutes les restructurations, amélioration des conditions de travail, revalorisation des carrières et des salaires.

→ **Suppression des Agences régionales de l'hospitalisation** et mise en place d'instances régionales démocratiques associant les acteurs de l'hôpital public, médecins, personnels, soignants, techniciens et usagers.

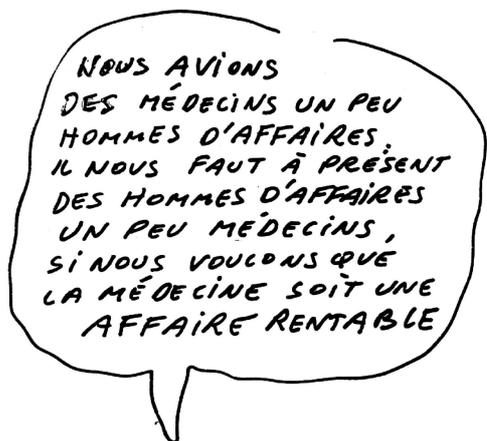
→ **Des mesures financières immédiates** : suppression de la taxe sur les salaires (cela permettrait de financer 45.000 emplois), TVA à taux 0, suppression du forfait hospitalier, embauche de personnels nécessaires.

→ **Un plan d'urgence de formation** : former 9.000 médecins par an, augmenter le nombre de places dans les écoles d'infirmières, d'aides-soignantes, de sages-femmes, de toutes les formations paramédicales, instaurer un salaire pour les élèves infirmiers.

→ **Une réforme de la Sécurité sociale** : l'avenir de l'hôpital public est étroitement lié à celui de la protection sociale et de son financement. Il faut exiger de véritables Etats généraux de la santé. Dans ce débat, les communistes proposent de réformer le financement de la Sécurité sociale afin d'augmenter ses ressources : suppression de la

CSG ; un financement basé sur la cotisation avec une cotisation additionnelle sur les revenus financiers (12 milliards d'euros pour l'assurance maladie) ; une réforme de la cotisation patronale avec une modulation en fonction de la politique de l'emploi, de la formation, des salaires de l'entreprise afin que celles qui embauchent et augmentent les salaires cotisent moins que celles qui font des profits en licenciant et en spéculant en bourse.

L'ampleur du mouvement du début de ce mois prouve que les praticiens hospitaliers rejettent massivement la réforme de leur statut mais la grogne règne aussi dans toutes les catégories de personnels (sages-femmes, urgentistes, infirmières...).



BRAVO!
BIEN!
JUSTE!

Wojaszk

LE PCF SOUTIENT

LA MOBILISATION DES MEDECINS HOSPITALIERS

Le gouvernement a mis en place une série de mesures parmi lesquelles la tarification à l'activité pour l'hospitalisation publique et privée, et la procédure d'affectation des praticiens au sein d'un pôle au niveau local.

Pour le Parti communiste, l'hôpital public doit permettre le droit à l'excellence pour toutes et tous dans le cadre d'un système de santé solidaire. Le PCF exige le retrait du plan hôpital 2007. Les mouvements de grève des médecins hospitaliers et, demain, des infirmiers expriment avec force un rejet de la politique de la santé menée par le gouvernement et dénonce la précarisation et le manque de moyens qui frappent notre système de santé.

Le Parti communiste français soutient la mobilisation des médecins hospitaliers et des infirmiers **pour faire reculer la logique implacable et l'acharnement du gouvernement à détruire l'hôpital public et à transférer au privé l'ensemble des activités rentables.**

ÇA NE PEUT PLUS DURER !

Les organisations syndicales se demandent si l'hôpital est toujours le garant de l'accès aux soins pour tous car :

- ◆ Est-il normal de ne pas pouvoir accéder aux consultations d'un médecin généraliste, d'un dentiste... en urgence faute de praticiens ?
- ◆ Est-il normal d'attendre des mois pour une consultation spécifique ou pour des examens IRM, scanner... ?
- ◆ Est-il normal qu'on vous impose des consultations privées dans les hôpitaux publics ?

- ◆ Est-il normal que de plus en plus de médicaments ne soient plus remboursés ?
- ◆ Est-il normal de payer 18 euros pour les examens médicaux qui dépassent 90 euros ?
- ◆ Est-il normal que le forfait hospitalier augmente tous les ans avec, comme conséquence, une explosion de nos cotisations mutualistes ?
- ◆ Est-il normal qu'un mois de forfait hospitalier soit supérieur au RMI ou au minimum retraite ?

Le gouvernement semble oublier la réalité des besoins de santé, qui sont de plus en plus croissants et le pouvoir d'achat de nombreuses familles qui est de plus en plus mince.

SECURITE SOCIALE : PLAN SOCIAL DEGUISE A LA CNAM

Reconfigurer la Caisse nationale d'assurance maladie, sa mission, son organisation, ses effectifs pour la mettre en phase avec la réforme Douste-Blazy : tel est l'objectif poursuivi par la direction de la CNAM.

En mars dernier, le conseil de la Caisse a adopté (seule la CGT a voté contre, la Mutualité s'est abstenue) un document d'orientation traçant d'inquiétantes perspectives tant pour les personnels que pour les assurés. La Caisse doit réduire ses dépenses de 200 millions d'euros, selon la réforme en cours. Afin d'atteindre cet objectif d'économies, il est question de hausse de productivité, de mutualisation des effectifs. L'objectif est de s'adapter aux « enjeux de la maîtrise médicalisée » c'est-à-dire, en réalité, à la recherche systématique d'une maîtrise comptable des dépenses par un contrôle plus étroit sur les assurés et les médecins. L'inquiétude croît parmi les personnels qui, dans certaines régions, comme le Nord, sont déjà passés à l'action.

La direction vient de préciser ses menaces en clamant son intention de profiter des départs en retraite pour « dégraisser ». 11.000 personnes vont partir dans les quatre ans sur un effectif total de 85.000. Des discussions ont été entamées avec l'Etat sur la base « d'une proposition de deux remplacements pour trois départs », soit une perte programmée de près de 3.700 emplois s'ajoutant aux 3.200 déjà supprimés en 2004 et 2005. Une liste de « fonctionnaires mutualisables » doit être établie d'ici la fin de l'année. « N'importe quelle entreprise privée raisonne comme cela », se justifie la direction de la CNAM, trahissant ainsi l'ambition de transformer l'assurance maladie au détriment de son rôle de service public.

REJOIGNEZ LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Quand le PCF est fort, le Peuple est fort ! N'hésitez plus : vous aussi, adhérez au Parti Communiste Français.

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

ENTREPRISE :

Bulletin à renvoyer à : PCF 66 rue de la Gare BP 256 – 62300 LENS, ou à remettre à un militant de votre connaissance.

(Contact Fédération PCF⁶² : 03.21.08.12.12 - fedepcf62@wanadoo.fr